

*Initiatives ministérielles*

fédéraux, que ce soit l'immigration, la citoyenneté, le Service des passeports, tous les services fédéraux ont subi des augmentations terribles. Donc, ce sont des taxes déguisées, c'est le revenu du gouvernement qui a augmenté. La vente des sociétés de la Couronne, les augmentations de taxes, les augmentations des revenus des services fédéraux, ce sont toutes des augmentations de revenu.

Encore, après huit ans et quelques mois, nous avons un déficit qui était le même à peu près quand ils ont pris le pouvoir, et nous avons une dette qui a plus que doublé. Ce gouvernement a complètement échoué sur le plan financier. Sans compter qu'il nous a mis dans une situation financière qui nous met dans un carcan pour les années à venir, je dirais, très difficile parce que, maintenant, nous avons un pourcentage important de notre dette qui n'est pas dû aux Canadiens mais qui est dû aux pays étrangers et définitivement cela va nous freiner pour avoir une politique monétaire canadienne.

Et tantôt ma collègue disait justement des gens, parce que c'est bien beau tous les chiffres que je viens de mentionner, mais en réalité, derrière tout cela, il y a du monde, des êtres humains qui sont affectés par tout ce que nous décidons ici, tout ce que nous faisons de n'importe quel côté que nous soyons dans cette Chambre. Si l'on regarde le monde, j'aimerais partager mon expérience de dimanche passé. Deux ministres du gouvernement, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre de la Justice ont dit que l'on était des séparatistes. Je pense qu'il n'y a pas plus fédéraliste que le député de Saint-Denis, le député de Westmount, le député de La Salle—Émard ou moi-même. Je pense que ma conviction pour le Canada n'est plus à faire. J'ouvre cette parenthèse uniquement pour corriger des propos qui ont été tenus.

• (1640)

Ce dimanche-là, j'y suis allé parce que des commentants m'y avaient invité et je voulais être solidaire et présent avec eux, même si la température était glaciale. À 25 degrés au-dessous de zéro, il faut le faire, marcher du parc Lafontaine, au coin de Jeanne-Mance, jusqu'au complexe Guy-Favreau, boulevard René-Lévesque.

Mais qu'est-ce que j'ai noté, en voyant cette foule—et l'on peut contester les chiffres, mais je peux vous dire qu'il y avait du monde là, je n'ai jamais vu une manifestation pareille. On pouvait y lire la frustration, c'était un cri d'alarme, car les gens n'en peuvent plus. Je suis sûr que n'importe quel député, qu'il soit du côté du gouverne-

ment ou de celui de l'opposition, quand on est dans nos bureaux de circonscription, on sent cette frustration. On rencontre des gens qui sont sur le bien-être social parce qu'ils ont perdu leur emploi et qu'ils ne sont plus admissibles à l'assurance-chômage, donc ils n'arrivent pas à payer le loyer et à donner de la nourriture à leur famille, à leurs enfants. Il y a aussi des gens qui ont perdu leur emploi, qui ne se qualifient pas pour le bien-être social—dont la période d'assurance-chômage est expirée—parce qu'ils ont une petite propriété, leur habitation personnelle. Quand on les rencontre, c'est difficile.

Donc, ce que j'ai noté, c'est que c'était contre tout cela, la manifestation. Ce n'était pas uniquement contre les mesures de modification à l'assurance-chômage, c'était contre les politiques de ce gouvernement depuis huit ans et ils en ont assez. C'était cela, leur cri d'alarme.

Après cette manifestation, il y a un éditorialiste, M. Alain Dubuc, qui a bien décrit les sentiments qui animaient cette manifestation. J'aimerais citer cet éditorial de *La Presse* du 9 février 1993, qui avait comme titre «Le cri de colère»:

Ça fait bien longtemps qu'on n'avait pas vu 50 000 personnes dans les rues de Montréal pour autre chose qu'une fête. Les principaux artisans de ce tour de force ne sont pas les centrales syndicales qui avaient organisé la manifestation de dimanche contre le projet de loi C-105, mais le gouvernement conservateur qui leur a fourni ce thème mobilisateur sur un plateau d'argent.

Avec des amendements mineurs, Brian Mulroney et le ministre Bernard Valcourt auraient facilement pu court-circuiter ce mouvement d'opposition.

La majorité des Canadiens et des Québécois ne sont pas indignés par le fondement de cette loi, le fait que l'État refuse de payer des prestations de chômage aux gens qui choisissent de quitter leur emploi et de ne plus travailler. Le débat ne porte pas sur ce principe, mais sur les modalités du projet de loi, notamment le risque d'erreurs bureaucratiques et d'abus des employeurs.

Mais le vrai mystère, c'est de savoir pourquoi le gouvernement fédéral n'a pas accepté de faire ces changements, relativement simples, qui n'auraient pas affecté la logique du projet. Si le ministre Valcourt avait fait preuve d'ouverture, il aurait en outre pu dissiper des craintes pas toujours fondées.

L'attitude d'Ottawa est difficilement explicable si on ne tient pas compte du fait que nous sommes déjà en période pré-électorale au fédéral. En effet, il est tout à fait possible que l'intransigeance des Conservateurs ne soit pas le fruit d'une maladresse, mais celui d'une stratégie. Un affrontement avec les syndicats et la gauche proche du NPD n'a rien de dommageable pour les Conservateurs. Au contraire, cette polarisation facilite le retour au bercail conservateur des électeurs de droite attirés par le *Reform Party*.

Le calcul serait malin si le mouvement de colère comme celui qui s'est exprimé dimanche à Montréal ne portait que sur les technicalités de la Loi C-105. Ce n'est pas le cas. Cette indignation s'explique aussi par l'image d'insensibilité d'un gouvernement qui fait preuve de zèle